LES RÉPERCUSSIONS DE LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

Le bombardement d'Almeria par les vaisseaux allemands

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

« Le port fortifié d'Almeria a été bombardé, lundi matin, par des forces navales allemandes, comme mesure de représailles contre l'attaque criminelle effectuée par des avions de bombardement rouges sur le croiseur « Deutschland » à l'ancre. L'action de représailles a pris fin après que les installations du port eurent été détruites et les batteries rouges ennemies réduites au silence ».

D'autres bateaux de la marine de guerre allemande vont se rendre immédiatement dans les eaux espagnoles pour renforcer les forces navales allemandes.

Les bateaux de guerre qui se trouvaient en rade de Saint-Jean-de-Luz vont croiser sur les côtes de l'Espagne du Nord

Bayonne, 31 mai. — Tous les bateaux de guerre qui se trouvaient en rade de Saint-Jean-de-Luz ont levé l'ancre pour croiser sur les côtes de l'Espagne du Nord. Seuls, les torpilleurs anglais « Fox Hound » et « Forester » sont demeurés dans le port avec la canonnière française « Audacieuse ».

Le gouvernement de Valence demandera-t-il la convocation d'urgence du Conseil de la Société des Nations ?

Genève, 31 mai. — M. Alvarez del Vayo, représentant de l'Espagne au Conseil de la Société des Nations, vient de remettre au secrétaire général de la S.D.N. une note par laquelle il l'informe et le prie d'informer d'urgence les Etats membres de la S.D.N., des événements d'Ibiza et d'Almeria qui, d'après le gouvernement espagnol, constituent une nouvelle agression contre l'indépendance et l'intégrité de l'Espagne.

Le gouvernement de Valence attend le développement des débats du Comité de non-intervention de Londres avant de décider si, conformément à son droit, il demandera la convocation d'urgence du Conseil de la Société des Nations.

(Ph. N.Y.T.)

LE PILOTE FRANÇAIS GALLY
qui pilotait l'appareil d'« Air-Pyrénées » abattu par les nationalistes, est rentré en France. Il a encore la tête bandée

L'Allemagne bornerait ses représailles au bombardement d'Almeria

Londres, 31 mai — Sauf incidents nouveaux, les représailles du Reich contre le gouvernement de Valence sont terminées avec le bombardement d'Almeria: telle est l'interprétation qu'on donne, dans les milieux autorisés allemands, à la note communiquée au président du Comité de non-intervention. Mais en ce qui concerne l'attitude du Reich vis-à-vis de ce comité, la principale question qui se pose est de savoir quelle est l'étendue exacte et la portée des conditions auxquelles le Reich reprendra sa participation au système de contrôle et aux travaux de cet organisme.

Les mêmes milieux rappellent à ce sujet que de simples assurances relatives à la création de zones de sécurité ne sauraient suffire et ils arguent que des assurances semblables avaient été données à plusieurs reprises, mais n'ont pas été respectées.

En conséquence, ils souhaiteraient un accord établissant la solidarité de toutes les flottes de contrôle au cas où un bâtiment d'une d'entre elles serait victime d'une attaque par l'une des parties au conflit espagnol. C'est du moins là une des formules qu'on met en avant dans ces milieux, tout en précisant qu'on est disposé à envisager les moyens que peut proposer le Comité de non-intervention s'ils s'avèrent efficaces.

L'ACTE DE L'ALLEMAGNE est considéré à Rome comme une mesure parfaitement légitime

Rome, 31 mai. — Le bombardement d'Almeria par des bateaux de guerre allemands, dont la nouvelle a été reçue à Rome, est considéré comme une mesure parfaitement légitime. Elle n'a pas surpris les milieux autorisés. Le communiqué allemand sur l'incident du « Deutschland », laissait nettement prévoir que le gouvernement du Reich réagirait directement. On était donc au courant à Rome des intentions allemandes.

On estime dans les mêmes milieux que les bombardements successifs des unités italiennes et allemandes constituaient une agression délibérée. La protestation italienne au Comité de non-intervention avait provoqué une motion de ce Comité, déplorant l'incident, mais le gouvernement italien n'avait pas encore fait connaître si cette motion le satisfaisait entièrement. Les journaux affirmaient que l'incident n'était pas encore clos, quand celui du « Deutschland » se produisit. L'opinion italienne est donc entièrement d'accord pour approuver la réaction allemande.

L'Allemagne quitte momentanément le Comité de non-intervention

Londres, 31 mai. — L'ambassade d'Allemagne communique le texte de la note suivante qui a été adressée par M. von Ribbentrop au capitaine E. Wallace, président par intérim du Comité de non-intervention:

« Monsieur le Président,

» Selon les instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer des faits suivants:

» Après que des avions rouges eurent attaqué, au moyen de bombes, des navires britanniques, allemands et italiens faisant partie du contrôle maritime international, alors que ces vaisseaux se trouvaient dans le port de Majorque et après qu'ils eurent tué six officiers à bord d'un bateau italien, les navires allemands ont reçu l'ordre de ne pas demeurer plus longtemps dans ce port.

» Le samedi 29 mai, le cuirassé « Deutschland » était pacifiquement ancré dans la rade d'Ibiza, entre 6 et 7 heures du soir. Des bombes furent soudainement lâchées par deux avions appartenant aux autorités rouges de Valence qui descendirent au-dessus du navire.

» Comme le « Deutschland » était au repos, l'équipage, au moment de l'attaque, se trouvait à l'avant, dans la partie non protégée du navire. Une des bombes tomba au milieu du quartier des marins. Le bilan de cette attaque fut de 22 morts et de 83 blessés. La seconde bombe tomba sur un des côtés du pont, mais n'y causa que peu de dégâts.

» L'attaque dont le cuirassé fut l'objet, survint absolument par surprise. Le navire n'a pas tiré sur les avions.

» Cette agression contre le cuirassé « Deutschland » appartenant au contrôle maritime international est le dernier chaînon d'une chaîne d'événements semblables.

Des vaisseaux allemands du contrôle international maritime, le cuirassé « Graf Spee », et le 11 mai, le croiseur « Leipzig », furent, au début d'avril, menacés par des navires de guerre appartenant aux autorités de Valence. Le 24 mai, l'attaque ci-dessus mentionnée fut lancée contre les bâtiments britanniques, allemands et italiens appartenant au système international de contrôle par des avions appartenant aux autorités de Valence et au cours de cette attaque, six officiers italiens ont été tués. Dans les deux cas, des avertissements pressants ont été adressés par le Comité de non-intervention et par le gouvernement du Reich.

« Mon gouvernement m'a donné l'ordre de faire en son nom la déclaration suivante :

« 1° Le gouvernement allemand cessera de participer au plan de contrôle et aux débats du Comité de non-intervention aussi longtemps qu'il n'aura pas reçu de garanties suffisantes contre le retour de tels incidents. Le gouvernement allemand décidera naturellement lui-même des mesures qu'il y aura lieu de prendre en réponse à une attaque aussi incroyablement scélérate. Il a aussi donné l'ordre à ses bâtiments de guerre, aussi longtemps que durera cet état de choses, de repousser par les armes tout appareil ou tout bâtiment espagnol qui s'en approchera ;

« 2° A titre de représailles contre l'attaque criminelle des avions de bombardement rouges des autorités de Valence contre le cuirassé « Deutschland » qui se trouvait à l'ancre, des bâtiments allemands ont, lundi matin, bombardé le port fortifié d'Almeria. Après que les ouvrages fortifiés eurent été détruits, les batteries des adversaires réduites au silence, l'acte de représailles a été terminé ».

Signé : RIBBENTROP.

L'Italie suit l'exemple de l'Allemagne

Rome, 31 mai. — On publie le communiqué officiel suivant :

« La répétition d'attaques aériennes de la part d'avions rouges contre les navires italiens et allemands ayant clairement prouvé l'existence d'un plan d'agression prémédité contre les forces navales pour le compte du Comité de non-intervention, le Gouvernement fasciste décide de ne plus faire participer les navires italiens au contrôle maritime international et de retirer son représentant au Comité de Londres jusqu'au moment où ce Comité aura pris des mesures capables d'empêcher de nouvelles attaques criminelles. »

La communication de cette décision a été faite du Comité de Londres par notre représentant ; une communication analogue a été faite en même temps par le représentant du gouvernement du Reich.

La suspension de la collaboration de l'Italie du Comité de Londres a été décidée par M. Mussolini dès son retour de Romagne.

La décision indique clairement l'entière identité de vues de l'Italie et de l'Allemagne. Cette solidarité est confirmée dans les déclarations des milieux autorisés.

(Mond. Photo-Presse.)

SIR ERIC PHIPPS
ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris s'est rendu lundi matin auprès de M. Léon Blum

Dans ces mêmes milieux, on exclut pour le moment que des représailles soient exercées par l'Italie comme elles viennent de l'être par l'Allemagne.

***

Londres, 31 mai. — M. Grandi, qui était arrivé au Foreign Office vers 16 h. 30 a été aperçu quittant à 17 h. le bâtiment où se tiennent comme on le sait les séances du comité et du sous-comité de non-intervention. Comme la réunion du sous-comité était précisément fixée à 17 h., l'ambassadeur d'Italie n'a donc pas assisté à cette réunion.

Le Comité de non-intervention enregistre la décision de l'Allemagne et de l'Italie

Londres, 31 mai. — Le communiqué suivant a été publié à l'issue de la 53e séance du sous-comité de non-intervention, qui a été tenue lundi après-midi au Foreign Office :

« Les représentants du Royaume-Uni, de la Belgique, de la Tchécoslovaquie, de la France, du Portugal, de la Suède et de l'U.R.S.S. étaient présents. Le capitaine Wallace, président du Comité, a communiqué au sous-comité le texte d'une lettre qu'il avait reçue du représentant allemand, expliquant sur des instructions de son gouvernement, les raisons pour lesquelles il ne pouvait assister à la séance.

« Le capitaine Wallace a ajouté que, peu avant la réunion, le représentant italien l'avait informé qu'il ne pourrait non plus être présent pour des raisons similaires.

« Les représentants présents ont indiqué qu'ils se proposaient d'informer leurs gouvernements respectifs de la situation révélée dans la déclaration faite par le président. En outre, ils ont demandé au président de convoquer une nouvelle réunion, dès qu'il le jugerait opportun ».

A la recherche d'une formule de conciliation

Paris, 31 mai. — La décision de l'Allemagne et l'Italie de ne plus prendre part au système de contrôle et aux délibérations du Comité de Londres tant qu'elles n'auront pas obtenu une garantie certaine contre la répétition d'attaques dans le genre de celle dont le « Deutschland » a été l'objet, aurait pour conséquence, si elle était définitive, de désorganiser la surveillance internationale établie après tant de pénibles négociations aux voies d'accès de l'Espagne, puisque les flottes allemande et italienne assurent la police au large des côtes gouvernementales.

Elle aurait donc pour effet de remettre en cause la politique de non-intervention, qui a permis jusqu'ici d'empêcher l'extension du conflit ibérique.

C'est pourquoi le principal effort de la chancellerie de Paris et de Londres s'est porté lundi sur la question de savoir quelles garanties pourraient être accordées au Reich et à l'Italie afin qu'ils reprennent leur place dans le contrôle et le Comité de Londres, bien que cet organisme puisse être difficilement en mesure de donner une telle assurance.

L'idée actuellement envisagée serait la création de zones de sécurité soit en pleine mer par la fixation trigonométrique de certains périmètres, soit sur les côtes espagnoles par la désignation de certaines rades ou dans les ports de certains secteurs.

Les quatre puissances plus spécialement intéressées : la France, l'Angleterre, l'Italie et le Reich pourraient entreprendre des démarches auprès des deux parties ibériques afin d'obtenir leur adhésion à la création de ces zones où les bâtiments étrangers seraient à l'abri d'une attaque de l'un quelconque des belligérants.

L'ÉVÉNEMENT EST APPRIS AVEC ÉMOTION A PARIS

On considère que, là où il se trouvait, le « Deutschland » ne dépendait pas directement du Comité de non-intervention

ON NE CROIT PAS QUE LE REICH PUISSE PROVOQUER DES COMPLICATIONS INTERNATIONALES

L'émotion à Paris

Paris, 31 mai. — C'est avec émotion que les premières nouvelles annonçant le bombardement d'Almeria par des navires allemands ont été reçues à Paris. Le gouvernement français s'est mis aussitôt en contact avec les autres gouvernements intéressés et notamment le Cabinet de Londres.

Suivant les premiers renseignements reçus, il apparaît que la présence du croiseur « Deutschland » dans la baie d'Ibiza n'était justifiée ni par une mission de police internationale, ni par les besoins de son ravitaillement. En effet, les îles Baléares sont placées sous le contrôle des bâtiments français. D'autre part, un accord était intervenu au Comité de Londres désignant certains ports algériens où les navires allemands participant à la surveillance internationale iraient se ravitailler. Enfin, il n'est pas établi que le « Deutschland » ait envoyé, conformément aux règles du droit maritime, un préavis de son entrée dans la baie d'Ibiza aux autorités des îles Baléares.

Dans la circonstance, le croiseur « Deutschland » ne dépendait pas directement du Comité de non-intervention puisqu'il n'exerçait à ce moment aucune fonction de contrôle.

De plus, il faut considérer que, le Comité ne disposant d'aucun moyen de rétorsion et n'étant pas en mesure d'assurer des compensations au Reich, l'Allemagne demeurait juge des décisions qu'elle avait à prendre à la suite du bombardement de son navire de guerre. Pourtant, on doit souligner que la France et l'Angleterre ont eu à subir depuis l'ouverture des hostilités en Espagne des incidents, moins graves certes, mais identiques. Aucune des deux grandes puissances n'a songé, dans l'intérêt de la paix, à recourir à des actes de représailles et à plus forte raison, au bombardement d'un port espagnol.

Cependant, on ne croit pas, à Paris, que, malgré la gravité de son initiative, le Reich puisse provoquer des complications internationales. La politique de non-intervention fermement maintenue par la France et l'Angleterre avait amené l'Allemagne à s'éloigner graduellement du conflit espagnol. On veut espérer que le gouvernement de Berlin, après un geste de représailles aussi subit que brutal, ne voudra pas prendre la responsabilité de remettre en cause les résultats péniblement acquis de cette politique.

Quant à la demande éventuelle par le gouvernement espagnol d'une convocation d'urgence du Conseil de la S.D.N., on demeure assez réservé à Paris, en raison du fait que le Reich n'étant plus représenté à Genève, la discussion ne pourra avoir toute l'ampleur nécessaire.

M. Léon Blum confère avec le chargé d'affaires de l'U.R.S.S. et l'ambassadeur d'Angleterre

Paris, 31 mai. — M. L. Blum a reçu successivement, lundi matin, à l'Hôtel Matignon, M. Hirschfeld, chargé d'affaires de l'U.R.S.S., et M. Araquistain, ancien ambassadeur du gouvernement de Valence à Paris, qui est venu prendre congé du président du Conseil avant son départ pour mardi.

M. L. Blum s'est entretenu aussi au cours de la matinée avec sir Eric Phipps, ambassadeur de Grande-Bretagne, à Paris. Toutes ces audiences étaient d'ailleurs prévues avant le bombardement du « Deutschland », qui toutefois n'a pas manqué, avec les incidents d'Almeria, d'être évoqué dans les conversations.

M. Yvon Delbos reçoit plusieurs ambassadeurs étrangers

Paris, 31 mai. — M. Yvon Delbos a eu lundi après-midi de nombreuses conversations diplomatiques qui, vraisemblablement, ont porté sur la situation créée par le bombardement du croiseur « Deutschland » et le bombardement par des navires de guerre du Reich du port espagnol d'Almeria.

Le ministre des Affaires étrangères a eu successivement un bref entretien avec le comte de Welczek, ambassadeur d'Allemagne ; puis il a conféré avec M. Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne; Araquistain, ambassadeur d'Espagne, le comte de Kerchove de Denterghem, ambassadeur de Belgique.

A la Chambre

Paris, 31 mai. — Les nouvelles du bombardement d'Almeria ont été longuement commentées lundi après-midi au Palais-Bourbon par les députés qui les ont accueillies avec sang-froid mais sans en méconnaître la gravité. L'impression dominante était qu'il fallait se garder de toute polémique inconsidérée en présence des deux versions différentes de l'origine du conflit et user de toutes les procédures possibles pour que l'incident fût réglé pacifiquement et au plus tôt.

On se félicitait à ce propos de l'existence du Comité de non-intervention tout en regrettant que ses pouvoirs ne fussent pas plus étendus. On regrettait aussi que le Comité de non-intervention eût été mis en face de représailles et que le gouvernement du Reich eût indiqué dans sa notification à ce Comité qu'il ne prendrait pas part au système de contrôle et aux délibérations du Comité tant qu'il n'aurait pas obtenu une garantie certaine contre la répétition de tels faits et que le gouvernement italien se fût associé à la même initiative.

On estimait qu'il eut été préférable que les représentants du gouvernement allemand fussent présents eux-mêmes et eussent discuté avec les autres délégués des puissances leurs suggestions en vu d'éviter le renouvellement de l'incident du « Deutschland ».

L'œuvre du Comité risque d'être retardée, paralysée même, disait-on, tant que l'Allemagne et l'Italie demeureront en dehors de ses délibérations.

Une déclaration de M. Eden à la Chambre des communes

Londres, 31 mai. — La déclaration suivante sur le bombardement du « Deutschland » et les représailles allemandes à Alméria, a été faite lundi après-midi à la Chambre des Communes par M. Eden, sur la demande de M. Attlee :

« J'apprends que le cuirassé allemand « Deutschland » a été bombardé par des avions alors qu'il se trouvait à l'ancre près de la baie d'Ibiza le 29 mai et qu'une bombe a fait explosion sur le pont du mess faisant, j'ai le regret d'avoir à l'annoncer, un grand nombre de victimes. Une vingtaine de marins grièvement blessés sont soignés à l'hôpital militaire de Gibraltar. Je n'ai pas encore reçu de rapport complet au sujet de l'incident et je préfère ne faire pour le moment aucune déclaration.

« J'ai aussi été informé par un navire de guerre de Sa Majesté que le cuirassé allemand « Admiral Scheer » avait bombardé Alméria lundi matin de 6 h. 30 à 7 h.

« Au cours d'une entrevue que j'ai eue avec le chargé d'affaires d'Allemagne ce matin, j'ai demandé à ce dernier de représenter à son gouvernement que le gouvernement britannique avait le plus vif espoir que le gouvernement allemand n'entreprendrait aucune action susceptible de rendre plus sérieuse encore la grave situation actuelle.

L'impression à Genève

Genève, 31 mai. — Les événements d'Espagne ont relégué aujourd'hui au second plan toutes les autres préoccupations. Parmi les délégués qui sont demeurés à Genève, pour la réunion du bureau de la conférence du désarmement et de la réforme du pacte, il en est plusieurs, notamment MM. Litvinov et Alvarez del Vayo, qui avaient participé, la semaine dernière, aux débats sur l'Espagne et au vote d'une résolution dont on pouvait raisonnablement attendre quelque apaisement.

L'incident du « Deutschland », les représailles d'Almeria et le communiqué du gouvernement du Reich ont, de l'avis général, créé une situation sérieuse qu'on désire examiner avec sang-froid.

On fait observer que Valence aurait le droit d'exiger la réouverture immédiate du débat de Genève. En ce cas, il invoquerait probablement l'article 10 du pacte qui vise l'intégrité territoriale des Etats membres de la S. D. N.

De toute façon, la tâche du Conseil serait rendue difficile par l'absence de Genève des représentants de l'Allemagne et de l'Italie. Si le gouvernement de Valence se résout à demander la convocation du Conseil, on croit que ce dernier pourrait tenir séance mercredi ou jeudi prochain. Il ne serait pas exclu que le Conseil soit convoqué ailleurs qu'à Genève et que l'Allemagne et l'Italie soient invitées à y participer, bien qu'on ne se fasse sur ce point aucune illusion.

Avant l'affaire d'Almeria

Le bombardement du "Deutschland"

LE GÉNÉRAL FRANCO ADRESSE AU CHANCELIER HITLER UN TÉLÉGRAMME DE SYMPATHIE

Berlin, 31 mai. — Le führer-chancelier a reçu du général Franco le télégramme suivant : « J'adresse à Votre Excellence et au noble peuple allemand l'expression de ma sympathie et de celle de l'Espagne nationale à l'occasion du lâche attentat dont a été l'objet le « Deutschland ».

Le führer a adressé un télégramme de remerciement au général Franco.

Une note du Reich au Comité de non-intervention

Berlin, 31 mai. — Le D.N.B. communique :

« Le représentant de l'Allemagne au Comité de non-intervention a reçu l'instruction de communiquer au président du Comité le fait officiellement constaté de l'attentat criminel d'Ibiza. Le représentant allemand notifiera en même temps au président du Comité la résolution suivante du gouvernement du Reich :

« Le gouvernement du Reich ne prendra pas part au système de contrôle et aux délibérations du Comité de non-intervention tant qu'il n'aura pas obtenu une garantie certaine contre la répétition de tels faits. Le gouvernement du Reich se réserve, évidemment, de décider par lui-même des mesures qu'il prendra pour répondre à l'attentat d'une perfidie inouïe des potentats rouges. En outre, pour la durée de cet état de choses, il a donné l'ordre à ses bateaux de guerre de tirer sur tout avion ou sur tout bateau de guerre espagnol s'approchant d'eux.

Un deuil de trois jours en Allemagne

Berlin, 31 mai. — Le ministère de l'Intérieur communique qu'à l'occasion du bombardement du cuirassé « Deutschland », tous les bâtiments officiels, les entreprises, les écoles, etc... devront mettre leurs drapeaux, en berne pendant trois jours, jusqu'à mercredi.

La presse allemande de lundi matin avait réclamé des sanctions

Berlin, 31 mai. — « Nous exigeons les sanctions les plus sévères », écrit lundi matin la « Berliner Zeitung Am Mittag », à propos du bombardement du cuirassé « Deutschland ». « Qu'on sache à Paris et à Londres que la mort des vingt-trois marins du « Deutschland » tombés en service pour la paix du monde et pour la patrie doit être expiée immédiatement. Nous sommes sûrs que les mesures qui vont être prises par le führer correspondront à cette nécessité. En voilà assez. Qu'on en finisse avec les pirates de Valence ».

Le « 12 Uhr Blatt » écrit de son côté : « Pourquoi le Comité de non-intervention n'a-t-il pas agi, il y a quelques semaines, de façon à faire respecter par tous les lois de la non-intervention ? Les nations représentées au Comité veulent-elles qu'on les soupçonne de ne considérer la non-intervention que comme une belle phrase et la paix de l'Europe que comme une vaine promesse ?

« Nous sommes convaincus que le gouvernement allemand et que le führer de la nation allemande sauront répondre à cette attaque contre la paix et l'honneur de l'Europe, même si les autres nations d'Europe n'en ont ni le courage, ni la volonté ».

D'autre part, un service de presse officieux déclare que le bombardement d'Ibiza doit devenir pour l'Europe entière un signal d'alarme et que, si les Etats européens, conscients de leurs responsabilités ne se défendent pas contre l'ennemi mondial bolchevique, on ne saurait prévoir les conséquences d'une telle attitude.

Les funérailles des victimes du « Deutschland » à Gibraltar

Gibraltar, 31 mai. — Les funérailles des victimes du cuirassé allemand « Deutschland » ont eu lieu lundi après-midi à 17 heures.

Plusieurs milliers de personnes étaient rangées sur le parcours du cortège, accompagnant les restes des 24 marins.

Les pavillons de tous les navires dans le port et en rade avaient été descendus à mi-mât. Un service religieux a été célébré par l'aumônier du « Deutschland » cependant qu'une compagnie de débarquement du navire de guerre britannique « Arethusa » rendait les honneurs. Un clairon du régiment de Yorkshire a sonné « Aux Champs ».

Le « Deutschland » retourne en Allemagne

Gibraltar, 31 mai. — Le « Deutschland » a appareillé à midi pour l'Allemagne, après avoir reçu de Berlin l'ordre de rentrer immédiatement.

DERNIÈRE HEURE

Parce qu'il lui interdisait de chanter l' « Internationale » un réserviste, à Sarreguemines, blesse grièvement un restaurateur

Sarreguemines, 31 mai. — Le ferblantier André Orgaert, 25 ans, de Paris, arrivé dimanche soir à Bitche pour y faire une période militaire, a grièvement blessé d'un coup de couteau dans le bas-ventre, le restaurateur Jean Fuchs qui lui avait interdit de chanter l'« Internationale » dans son établissement.

M. Jean Fuchs a eu les intestins perforés et a été admis dans un état alarmant à l'hôpital de Bitche.

André Orgaert, lynché par la foule, a été mis à la disposition du commissaire de Sarreguemines.

Des incidents ont marqué la proclamation des résultats de l'élection de Falaise

Falaise, 31 mai. — Des incidents se sont produits dimanche soir à Falaise, après la proclamation du scrutin. Mécontents du résultat, des électeurs sont allés manifester au Café du Commerce où se trouvait M. Jean Goy et ses amis. Les glaces ont été brisées. La police et la gendarmerie étant intervenues, une bagarre se produisit faisant quelques blessés légers.

Renseignements commerciaux

COTONS

LIVERPOOL, 31 mai.

Importations : 14.251 balles; Américain : baisse 2; Brésilien : baisse 3; Egyptien : sakellaridis, baisse 11; upper, baisse 3.

	New-Orléans Préc.	New-Orléans Jour	New-York Préc.	New-York Jour
Disponible	12.06	12.07		
Mai	12.91	12.82		
Juin	—.—	—.—		
Juillet	12.66	12.56		
Août	—.—	—.—		
Septembre	—.—	—.—		
Octobre	12.70	12.60		
Novembre	—.—	—.—		
Décembre	12.76	12.66		
Janvier	12.81	12.72		
Février	—.—	—.—		
Mars	12.86	12.76		
Avril	—.—	—.—		

New-York. — Clos.

CHANGES A L'ÉTRANGER

Londres. — Sur Paris, 110,63; sur Bruxelles, 30,225; esc. bon banque, 6 9/16; prêt à court terme, 6 1/2.

SUCRES. — Clos.

Nouvelles Sportives

FOOTBALL-ASSOCIATION

Le tirage au sort des demi-finales du tournoi de l'Exposition

Austria contre Chelsea jeudi, à Colombes

Bologne contre Slavia, jeudi à Lille

Paris, 3 mai. — Le comité d'organisation de la Coupe de l'Exposition a admis le Club britannique de Chelsea aux demi-finales du tournoi à la suite de son match nul avec l'Olympique de Marseille.

Les demi-finales du tournoi seront donc jouées comme suit : Austria contre Chelsea, jeudi prochain, à 16 h. 30, au Stade Olympique de Colombes; Bologne contre Slavia, jeudi prochain, à 18 h., sur le terrain de l'Olympique Lillois.

LA LUTTE

Pereira battant Kwariani reste champion d'Europe

Paris, 31 mai. — Lundi soir, au Palais des Sports, le Portugais Pereira a battu le Georgien Kwariani par abandon dans la troisième manche. Pereira conserve ainsi son titre de champion d'Europe de lutte.

Sydney, 31 mai. — A la suite d'une éruption du volcan dominant la ville de Rabaul, située sur l'île sous mandat australien « New Britain » à l'est de la Nouvelle-Guinée, 4.500 habitants ont dû évacuer les lieux.

GROTTES DE HAN et de Rochefort (Belgique). Excursion unique au monde. Réductions sociétés 50 % (écrire d'avance), écoles 75 % (sans préavis). 20000

JOURNAL DE ROUBAIX

ABONNEMENTS

Nord et départements limitrophes...	3 mois, 34 fr.
	6 mois, 64 fr.
	1 an, 120 fr.
France et Colonies...	3 mois, 38 fr.
	6 mois, 70 fr.
	1 an, 135 fr.
Belgique	3 mois, 34 fr.
	6 mois, 64 fr.
	1 an, 120 fr.

Compte chèques postaux : Lille 67

(Ph. Keystone.)

L'ARRIVÉE A LA GARE VICTORIA, A LONDRES, DES 23 PRISONNIERS ANGLAIS, LIBÉRÉS RÉCEMMENT PAR LE GÉNÉRAL FRANCO